

L'information sur les risques industriels : quelles attentes ? Quels besoins ?

Entretien avec Emmanuel Martinais*, propos recueillis par Delphine Favre (AMARIS)

En 2012, une étude a été commanditée et financée par la DREAL Rhône-Alpes pour le compte du groupe de travail « consignes » mis en place par le Secrétariat Permanent pour la Prévention des Pollutions Industrielles et des Risques dans l'agglomération lyonnaise (SPIRAL) et le Secrétariat Permanent pour la Prévention des Pollutions et des Risques dans la région grenobloise (SPPPY). Réalisée en amont de la campagne PPI de l'automne 2013, cette étude se propose justement de caractériser les attentes des populations riveraines que les enquêtes a posteriori ne savent pas saisir.

Delphine Favre d'AMARIS revient sur cette étude à travers un entretien avec Emmanuel Martinais.

Concernant la communication sur les risques industriels, quels sont les principaux enseignements à retenir de votre étude ?

J'en retiendrais trois. Le premier est que la connaissance de l'usine et ses dangers est très inégalement répartie. Dans l'étude, on montre que les savoirs sur les risques industriels sont très variables d'un riverain à l'autre. La communication officielle ne s'adresse donc pas à une population homogène, qui aurait globalement les mêmes attentes et les mêmes besoins. D'où l'intérêt de varier les contenus, les formes et les vecteurs d'information, de manière à toucher un public le plus large possible. L'étude montre également qu'à défaut de s'intéresser aux risques, les riverains s'inquiètent beaucoup de la « santé » économique des usines. Une bonne moitié des personnes interrogées évoque ainsi des rumeurs de fermeture et/ou de démantèlement des sites de production voisins.

Mais si la question préoccupe, elle reste le plus souvent sans réponse car les industriels communiquent très peu sur le sujet. Ils auraient pourtant avantage à le faire

conçus par les industriels perturbe la bonne réception de l'information : non seulement elle rebute l'habitant profane, mais elle a tendance à le maintenir dans

“ Rien n'est dit par exemple sur ce que les riverains pourraient subir dans leur corps si l'événement redouté devait se produire, si l'accident devait arriver ” en vrai ”

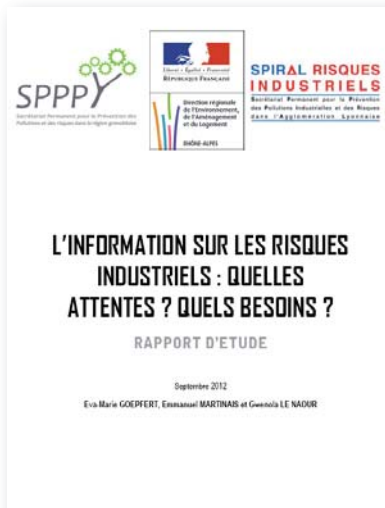
parce que l'absence d'information sur la situation économique des entreprises et leurs perspectives d'avenir contribue à former chez les riverains une représentation opaque du monde industriel qui génère une méfiance envers ses dirigeants d'une part, envers l'information qu'ils produisent dans le cadre des campagnes officielles d'autre part.

L'étude témoigne enfin des difficultés rencontrées par les riverains pour s'approprier le contenu de l'information réglementaire. On observe par exemple que la profusion de sigles et termes techniques dans la plupart des messages

une condition d'ignorant (ratant du même coup l'objectif qu'elle se donne). La difficulté est encore renforcée par le pouvoir que le monde industriel exerce (souvent malgré lui) sur son voisinage. Un pouvoir qui paralyse les habitants et les empêche bien souvent de « passer à l'acte » pour s'informer et chercher à en savoir un peu plus sur cette usine qui les interroge ou les inquiète. Parmi les personnes rencontrées, certaines n'osent même pas penser qu'elles pourraient avoir le droit de savoir ce qu'elles risquent, comme si cette possibilité leur était de toute façon interdite.

La réglementation qui prévoit des campagnes d'information tous les 5 ans est-elle bien faite ?

A l'exception des consignes à suivre en cas d'accident qui sont plutôt bien assimilées par la population habitante, les moyens existants pour informer sur les risques industriels pourraient être repensés pour davantage coller aux aspirations des riverains et surtout, tenir compte de la diversité des relations qu'ils entretiennent avec l'environnement industriel. Au cours de l'enquête, nous nous sommes rendu compte qu'à de rares exceptions, la connaissance de ce qui se passe dans les



* Chercheur à l'École Nationale des Travaux Publics d'État



© IRMa

usines est vraiment très faible. Même lorsqu'ils sont normalement informés, les riverains ont tendance à ne pas savoir précisément ce qui se fabrique dans les usines et les dangers auxquels ils s'exposent en vivant dans leur voisinage. L'information réglementaire gagnerait donc à davantage mettre en valeur les activités industrielles, les productions locales, les produits et leurs effets afin de pallier la méconnaissance des habitants sur le sujet. L'idéal serait de privilégier une information localisée détaillant, de façon simple et imagée, les caractéristiques de chaque usine : quelle activité, quelles productions, quels dangers, quels effets possibles de ces dangers sur le voisinage ? Car si dans son format actuel, l'information réglementaire semble satisfaire les acteurs institutionnels et quelques riverains « experts » du sujet, l'étude montre que les messages diffusés, aussi élaborés soient-ils, ratent une bonne partie du public qu'ils cherchent à atteindre.

Que pourrait être une bonne information sur les risques, une bonne campagne d'information ?

Pour être efficace, l'information sur les risques industriels ne peut pas se contenter d'informer, c'est-à-dire diffuser un message intelligible sur le sujet qui l'occupe, elle doit d'abord intéresser et concerner son public, tout son public. De

ce point de vue, une « bonne information » est une information dynamique, conçue localement et diffusée en continu (à intervalles réguliers, pas trop espacés dans le temps) par des voies multiples. Une « bonne information » est aussi une information qui n'hésite pas à emprunter des chemins détournés pour toucher tous ceux qu'elle n'atteint pas en allant droit au but. Une « bonne information » est enfin une information susceptible de nourrir (sans l'entraver) le travail d'interrogation et d'interprétation qui est au fondement de la relation de chaque riverain avec l'usine voisine et qui permet, au bout du compte, de rendre vivable cette proximité non désirée.

Devrait-on s'inspirer des campagnes de sécurité routière qui montre clairement les choses ?

Si l'idée est de profiter des campagnes d'information pour mettre les riverains face à la réalité crue des risques industriels, alors oui, il faudrait s'inspirer des messages de la sécurité routière. L'information sur les risques industriels accorde beaucoup d'importance aux mesures de sauvegarde susceptibles d'être activées en cas d'accident. De même, les actions de prévention supposées contenir les phénomènes accidentels sont largement mises en valeur. En revanche, la source de danger proprement dite n'est

jamais vraiment exposée et comme maintenue dans une sorte de « flou artistique ». Rien n'est dit par exemple sur ce que les riverains pourraient subir dans leur corps si l'événement redouté devait se produire, si l'accident devait arriver « en vrai ». Pourtant, comme je le disais juste avant, les habitants des quartiers industriels sont préparés à cette éventualité et prêts à entendre ce qu'ils risquent vraiment en vivant à proximité d'une usine qu'ils savent de toute façon dangereuse et polluante, c'est-à-dire susceptible de les affecter dans leur intégrité physique. Ils n'ont donc pas besoin d'être protégés en méconnaissance de cause. Au contraire, ils attendent un peu plus de transparence de la part des responsables industriels et des autorités publiques. En savoir davantage sur les usines, leurs productions et les risques qu'elles engendrent (tous les risques, sans distinction de forme), tels sont finalement les véritables besoins exprimés par le public destinataire de l'information réglementaire ■

Pour consulter le rapport :

<http://www.pprthonealpes.com/actualites/711/une-etude-commanditee-par-le-sPiral-et-le-sPPP-y-pour-evaluer-les-attentes-des-populations-locales-en-matiere-d-information-sur-les-risques-industriels.html>